

Carhaix. Après les coups la tête haute

Après une nuit particulièrement mouvementée, les défenseurs de l'hôpital de Carhaix se sont à nouveau mobilisés hier. Ils réaffirment leur hostilité à la fermeture de leur maternité et chirurgie.

Près de 600 personnes se sont réunies hier, à Carhaix, pour dire leur soutien sans faille à la maternité et à la chirurgie, menacées à court terme.



Les défenseurs de l'hôpital de Carhaix ne dorment donc pas. On les avait laissés jeudi soir, vers 22h, délogés manu militari par les forces de police du siège de l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH), à Rennes. Deux heures plus tard, vers minuit, de nouveaux soutiens arrivaient pourtant à Rennes, dont ils voulaient faire la nouvelle capitale de leur lutte.

Parmi les renforts, le député Christian Ménard. Une nouvelle rencontre (la troisième en quelques heures !) est alors organisée avec le directeur de l'ARH, Antoine Perrin, afin d'obtenir un

moratoire. Même échec. Au pied de l'immeuble, une cinquantaine de manifestants commence à entasser des pneus. Vers 3h, les forces de l'ordre interviennent, quelques coups de matraques se perdent. Un manifestant, maxillaire supérieure sévèrement entaillée, devra passer par la case points de suture...

Des larmes et de l'espoir

Alors tant pis pour Rennes, la résistance repartira de Carhaix. Hier matin, on se passe le mot : mobilisation à 15 h 30 devant l'hôpital. Le bouche-à-oreille fonctionne : près de 600 personnes se

réunissent pour dire leur soutien sans faille à la maternité et à la chirurgie, menacées à court terme. Parmi les membres du personnel, beaucoup luttent pour retenir leurs larmes, garder la tête haute.

À la tribune, entouré d'élus du centre ouest breton, le président du comité de défense et de développement, le docteur Roudaut, rappelle son ambition : « Fédérer les énergies du public et du privé, des associations, et avec le soutien du conseil régional, fonder un comité pour le développement de notre hôpital. On opposera notre projet contre celui de

l'ARH, et j'ai espoir que l'on pourra développer notre hôpital, et non le voir simplement déstructuré ».

Tous les intervenants s'accordent sur la marche à suivre : faire des propositions de développement, se « battre projet contre projet » tout en maintenant la pression, via des actions spectaculaires et non violentes. L'union sacrée affichée hier ne sera pas de trop, car l'heure est à l'urgence : lundi, le directeur de l'hôpital recevra une première lettre d'injonction de la part de l'ARH.

Pierre Chapin

Sud-Santé appelle les usagers à se mobiliser

Le bureau syndical de Sud-Santé 29 a lancé hier, depuis Quimper, un appel aux usagers et personnels de l'hôpital public. « En danger de mort », selon le syndicat.

« Il faut que les représentants des usagers dans les conseils d'administration des hôpitaux finistériens refusent de voter des budgets en déficit, des projets de fermeture de services ou de rapprochements publics privés qui contribueraient à affaiblir

sable régional Jean-Paul Sénéchal. De Morlaix (étude de faisabilité d'une fusion centre hospitalier-Clinique de la baie) à Concarneau (fermeture envisagée des urgences de nuit), en passant par Carhaix (fermetures maternité et chirurgie), Brest (départ d'Allogreffes à Rennes) sans oublier Quimper, Sud-Santé dresse un tableau apocalyptique « de l'accélération de la dégradation généralisée du tissu hospitalier ».

les premiers effets, probablement à horizon 2009, du plan Larcher en faveur « de la transformation des hôpitaux publics en établissements publics industriels et commerciaux (EPIC) ». « Les hôpitaux de Brest, Morlaix et Quimper en deviendraient des structures pivots concentrant les urgences et ce serait le désert autour, les hôpitaux locaux devenant des centres de médecine moyen séjour ou de gériatrie »,

une logique d'économies de moyens susceptible de faire disparaître des certaines d'emplois dans le Finistère. Ce n'est pas bon pour la sécurité des patients », s'insurge-t-il.

Sud-Santé appelle à manifester le 17 mai à Brest, mais aussi le 14 mai à Quimper. Ce jour-là, le directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Bretagne devrait inaugurer une nouvelle unité de 110 lits au centre hospitalier spécialisé